

**MAIRIE  
DE DRANCY**

**CERTIFICAT D'URBANISME**  
**DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Demande déposée le 17/02/2022**

**N° CU 93029 22 A0114**

Par : **CABINET PAILLARD**  
Demeurant à : **64 Boulevard de Charonne  
75020 Paris**  
Représenté par : **HERVE PAILLARD**  
Sur un terrain sis à : **1 Rue Maurice Bernard  
R88**

**Superficie : 771 m<sup>2</sup>**

**CADRE 2 : TERRAIN DE LA DEMANDE**

Superficie du terrain de la demande **(1)** : 771 m<sup>2</sup>

**(1)** *(sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)*

**CADRE 3 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME**

**(A)** Certificat d'urbanisme d'information générale (article L 410-1 a du Code de l'Urbanisme)

**CADRE 4 : REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME**

Le Certificat d'Urbanisme est délivré sous les réserves et selon les prescriptions qui y sont mentionnées.

**CADRE 5 : ACCORDS NECESSAIRES**

**Néant**

**CADRE 6 : DROIT DE PREEMPTION, ET BENEFICIAIRE DU DROIT**

Le terrain est soumis au **Droit de Prémption Urbain Renforcé (D.P.U.R.) au bénéfice de la commune**

*(Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une Déclaration d'Intention d'Aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption cité ci-dessus. Elle comportera l'indication du prix et des conditions de la vente projetée).*

**SANCTION** : Nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

**CADRE 7 : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN****SERVITUDE AERONAUTIQUE DE DEGAGEMENT AUTOUR DES AERODROMES CIVILS ET MILITAIRES  
- 90M NGF****SERVITUDE D'EMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES**

La propriété est située dans un secteur inscrit au classement sonore des infrastructures de transports terrestres (Arrêté Préfectoral n°00-0784 du 13-mars 2000). L'infrastructure de ce secteur est le réseau RFF classée en catégorie 1. Cette voie est affectée par le bruit jusqu'à 300 mètres de part et d'autre de l'infrastructure. En conséquence, les constructions qui pourront être édifiées sur la propriété seront soumises à un certain nombre de normes relatives au niveau sonore prévues par l'arrêté susmentionné.

**CADRE 8 : NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN**

- Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 410-1, R 410-1 et suivants, ses articles R111.2, R 111.4, R 111.5, R111.15, R111.26 et R111.27.

- Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 décembre 2005, modifié le 27 septembre 2007, révisé le 17 décembre 2009, modifié le 22 septembre 2011, révisé le 09 avril 2018.

- La délibération du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2007 instaure la délivrance d'un permis de démolir et soumet à déclaration préalable les édifications de clôture sur le territoire de la commune de DRANCY,

**Zone :** UAc

**CADRE 9 : CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN**

*(ces dispositions sont consultables sur le site de la Ville)*

**CADRE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA DENSITE (en m<sup>2</sup>)**

Le C.O.S. est supprimé suite à la modification de l'article L 123-1-5 du code de l'urbanisme par l'article 157 de la loi ALUR

**CADRE 11 : EQUIPEMENTS PUBLICS**

Les informations figurant dans ce cadre ne visent que les possibilités de desserte de la voie. Elles n'indiquent en aucune manière l'existence ou non de branchements individuels concernant la parcelle. A ce titre, le pétitionnaire devra se rapprocher du service de la voirie afin d'obtenir tous renseignements utiles à ce sujet.

EAU POTABLE: Desservi  
ASSAINISSEMENT : Desservi – réseau départemental  
ELECTRICITE : Desservi  
VOIRIE : Desservi

**REGIME DES TAXES ET  
PARTICIPATION D'URBANISME**  
(Articles L. 332-6 et suivants et  
L.520-1 du Code de l'Urbanisme)

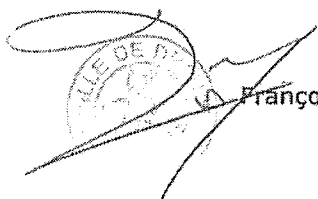
CU	N° INSEE du département	N° INSEE de la Commune	Année de dépôt	N° de dossier
<b>093</b>	<b>029</b>	<b>22</b>	<b>0114</b>	

<b>TAXES</b>	Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après délivrance d'un Permis de Construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisirs ou un terrain de camping et en cas de non-opposition à une Déclaration Préalable et pour la redevance d'archéologie préventive : a) après délivrance d'une autorisation ou la non-opposition aux travaux, à l'exception des lotissements, b) pour les travaux autres que ceux mentionnés au a) et qui donnent lieu à une étude d'impact à l'exception des zones d'aménagement concerté, après l'établissement de l'acte qui décide, éventuellement après enquête publique, la réalisation du projet et en détermine l'empense, c) pour les autres travaux d'affouillement, après le dépôt de la déclaration administrative préalable.
<input checked="" type="checkbox"/> <b>TAXE D'AMENAGEMENT :</b> part communale : <b>5%</b> (délibération du conseil municipal en date du 17 novembre 2011)	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>TAXE D'AMENAGEMENT</b> part régionale : Taux unique <b>1 %</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>TAXE D'AMENAGEMENT</b> part départementale : taux unique : <b>2,5 %</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Redevance pour création de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage</b> Valeurs (2012) de la 3 <sup>ème</sup> circonscription : - bureau : 90,31 Euros le m <sup>2</sup> - Commerce : 15,76 Euros le m <sup>2</sup> - Stockage : 6,83 Euros le m <sup>2</sup>	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Redevance d'Archéologie préventive</b> (article L. 332-6-4 <sup>ème</sup> du Code de l'urbanisme) Le taux de la redevance est de 0,40 % de la valeur de l'ensemble immobilier (voir les articles L524-1 et suivants du Code du patrimoine pour les modalités d'application)	
<input type="checkbox"/> <b>Versement pour dépassement du Plafond Légal de Densité</b>	
<input type="checkbox"/> <b>Versement pour sous-densité</b>	

<b>PARTICIPATIONS</b>	Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites : → par un Permis de Construire, une autorisation d'aménager un terrain de camping et en cas de non-opposition à une Déclaration de Travaux → par une autorisation de Lotir, un arrêté approuvant le plan de remembrement d'une association foncière urbaine ou une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisirs, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le d) de l'article L. 332-12.
<b>Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.</b>	
<input type="checkbox"/> Participations pour équipements publics exceptionnels (article L. 332-8).	
<b>Participations préalablement instaurées par délibération.</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> Participation pour raccordement à l'égout (article L. 332-6-1-2 <sup>ème</sup> -a).	
<input type="checkbox"/> Participations au financement des voies nouvelles et des réseaux (article L. 332-6-1-2 <sup>ème</sup> -d). Délibération générale du : ..../... Délibération spécifique du : ..../...	
<input type="checkbox"/> Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L. 332-9). (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat)	

Annexé au Certificat d'Urbanisme en date du: 16/03/2022

**L'ADJOINT AU MAIRE DELEGUE**  
Chargé de l'Urbanisme,

  
**François ZANGRILLI**

**CADRE 12 : TAXES ET CONTRIBUTIONS**

*(Les taxes et contributions ne peuvent être examinées que lors de l'instruction de demande d'autorisation. Les renseignements ci-après n'ont donc qu'un caractère indicatif, valable à la date de délivrance du présent certificat).*

Les taxes et participations d'urbanisme sont mentionnées dans le tableau annexé au présent certificat.

**CADRE 13 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Toute opération doit respecter les dispositions générales de la réglementation thermique en vigueur.

**Zone de maîtrise de l'urbanisation autour de la gare de triage**

**Interdiction de nouveaux ERP de plus de 300 personnes, de nouveaux IGH et de nouveaux ensembles importants d'habitats collectifs (E premiers effets létaux)**

**CADRE 14 : FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION**

Sans objet.

**ATTENTION :** Le non-respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles de l'urbanisme est passible d'une amende d'un minimum de 1 200 €.

La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Le présent Certificat d'Urbanisme, constitué de quatre pages et d'un tableau annexe relatif au régime des taxes et participations d'urbanisme, est exécutoire lorsqu'il est notifié au pétitionnaire et transmis au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

DRANCY, le 16/03/2022

L' Adjoint au Maire délégué,  
Chargé de l'Urbanisme,

  
François ZANGRILLI

**LIRE ATTENTIVEMENT LES INFORMATIONS DE LA PAGE SUIVANTE**

**DUREE DE VALIDITE**

Lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai **de dix-huit mois** à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du certificat ne peuvent être remises en causes à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

**ATTENTION**

**Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée.**

**PROLONGATION DE VALIDITE**

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas évolué.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée de l'original du certificat à proroger doit être soit :

- adressée au Maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal
- déposée contre décharge à la Mairie.

**RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE** (Articles L.431-1 à L.431-3 et R.431-1 à R. 431-3 du Code de l'Urbanisme)

L'établissement du projet architectural est obligatoire pour tous les travaux soumis à Permis de Construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier **pour elles-mêmes**, une construction dont la Surface de plancher n'excède pas 150 m<sup>2</sup>.

*(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m<sup>2</sup>, et pour les serres de production dont le pied-droit est à une hauteur inférieure à 4 mètres, il est de 2.000 m<sup>2</sup> de Surface de plancher).*

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **2 mois** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

**SANCTIONS EN CAS D'INFRACTION****ATTENTION**

- L'utilisation du sol en méconnaissance des règles d'urbanisme est punie d'une amende d'un minimum de 1.200 €.
- La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

**RENSEIGNEMENTS : POUR TOUTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES, S'ADRESSER A :**

**MAIRIE DE DRANCY  
SERVICE URBANISME  
Place de l'Hôtel de Ville  
B. P. 76  
93701 DRANCY CEDEX  
Tél : 01 48 96 51 28**

Commune de **DRANCY** (Département de la SEINE SAINT DENIS)

Dossier n°220175

Adresse : **1 rue Maurice Bernard, 8 place Joffre et 2 avenue**

**PLAN DE SITUATION**

**Castelnau**

Cadastre : Section R n°88

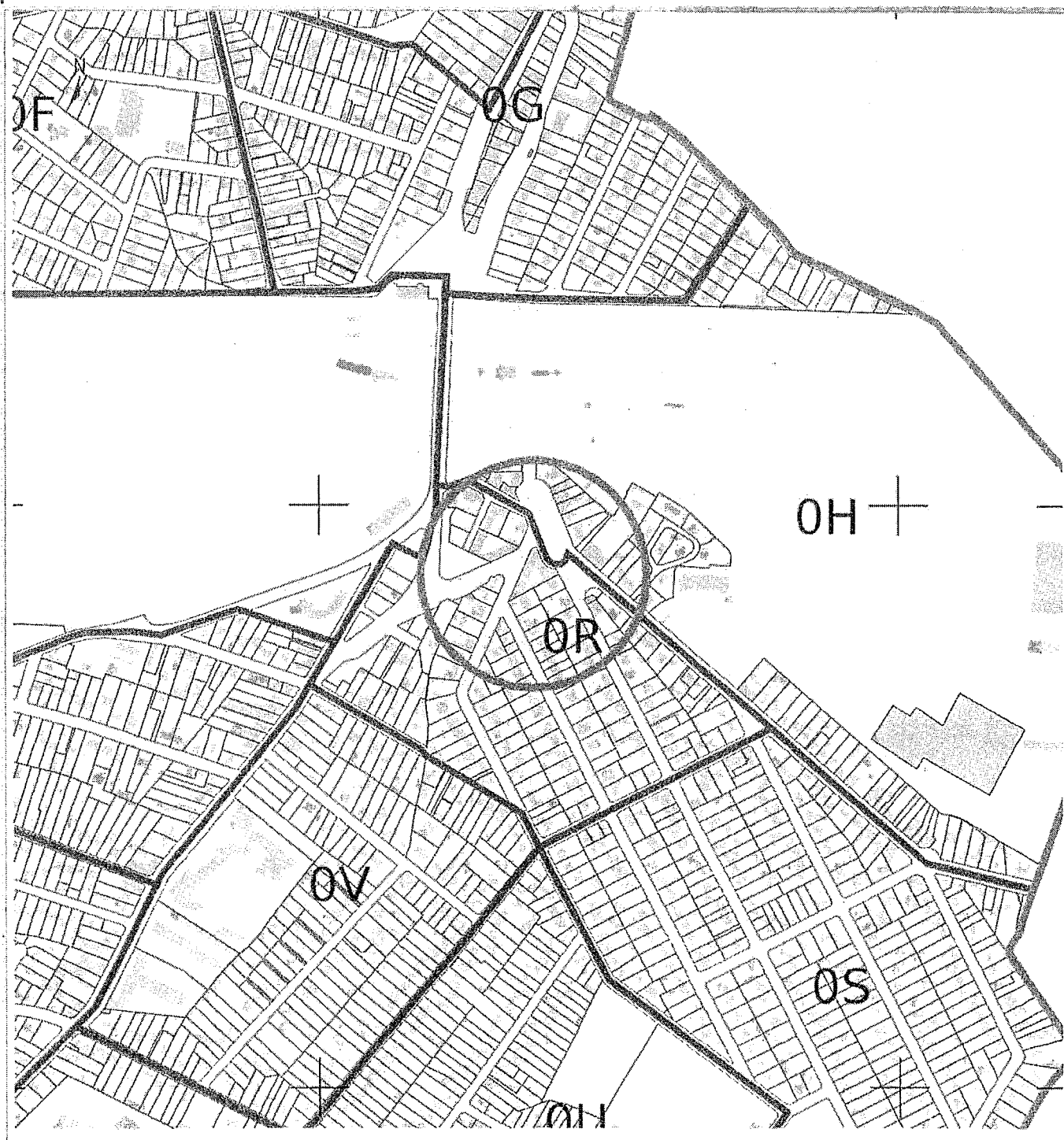
ECHELLE 1/5000

Contenance cadastrale : 771 m<sup>2</sup>

PROPRIETAIRE(S): [REDACTED] épouse [REDACTED]

Lot(s) 31 et 125 de l'état descriptif de division

### EXTRAIT DE PLAN CADASTRAL



Commune de **DRANCY** (Département de la SEINE SAINT DENIS)

Adresse : **1 rue Maurice Bernard, 8 place Joffre et 2 avenue  
Castelnau**

Cadastre : Section R n°88

Contenance cadastrale : 771 m<sup>2</sup>

Dossier n°220175

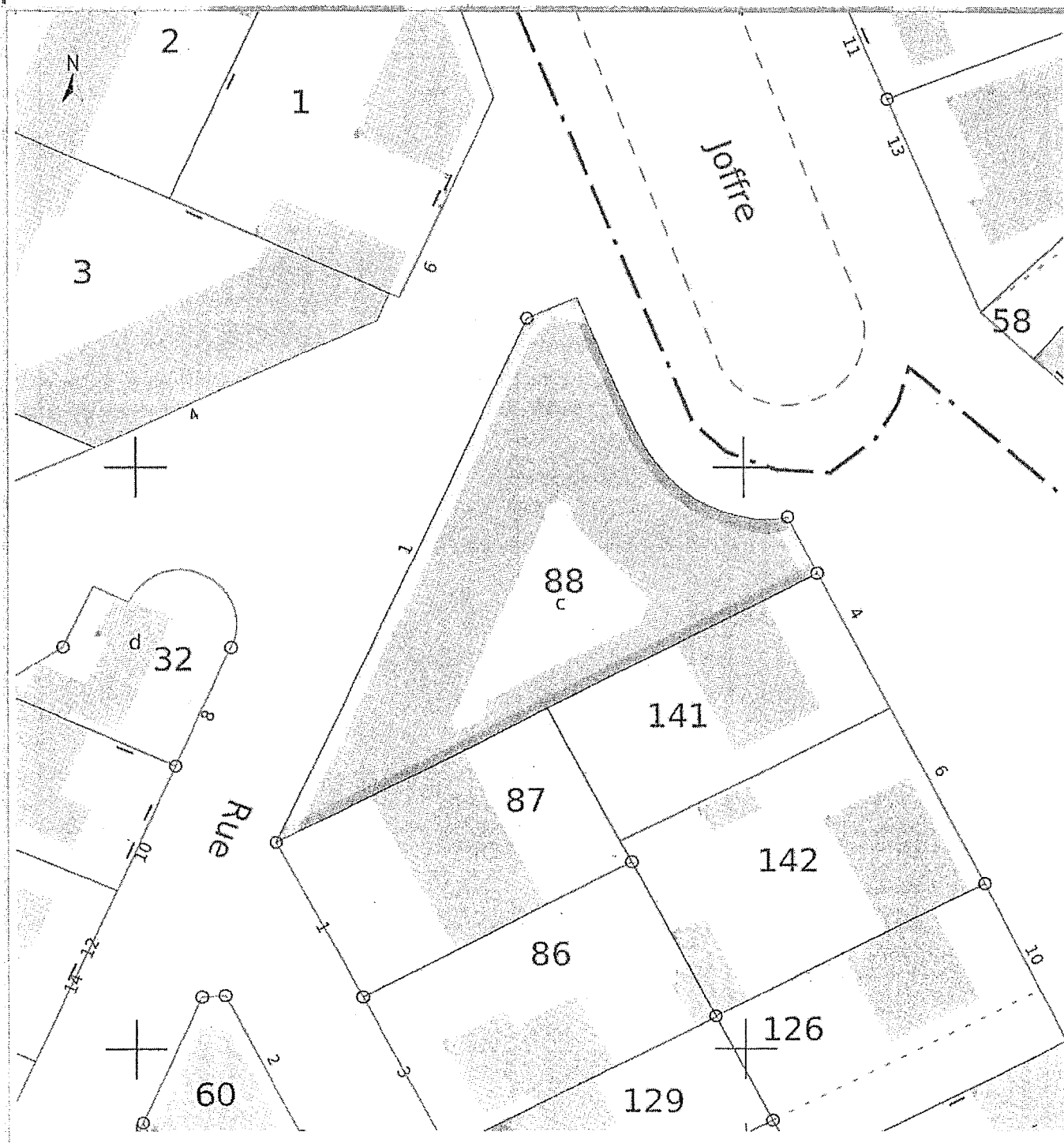
PLAN DE MASSE

ECHELLE 1/500

PROPRIETAIRE(S): [REDACTED] épouse [REDACTED]

Lot(s) 31 et 125 de l'état descriptif de division

### EXTRAIT DE PLAN CADASTRAL



<b>Fiche parcelle cadastrale</b>  Drancy R 88	
--	--

Drancy  
R 88

<b>CARACTERISTIQUES</b>	
-------------------------	--

<b>Commune</b> : Drancy (93029) <b>Préfixe</b> : 000 <b>Section</b> : R <b>Numéro</b> : 88  <b>Adresse postale la plus proche</b> : 1 Rue Maurice Bernard 93700 Drancy	
--	--

Préfixe : 000

Section : R

**Numéro : 88**

**Adresse postale la plus proche :**

1 Rue Maurice Bernard 93700 Drancy

## INFORMATIONS CADASTRALES

**Contenance cadastrale : 7 a 71 ca \***

Parcelle arpentée : non

Pas d'information sur l'origine de la parcelle.

**Lieu-dit cadastral :** None

\* Ne vaut pas certificat de surface

## GEOMETRES-EXPERTS

**Dossier(s) de géomètre-expert situé(s) sur la parcelle ou citant la parcelle :**

Aucun dossier trouvé sur cette parcelle.

**Coordonnées des détenteurs :**

Bientôt disponible

## URBANISME

## Info urbanisme indéterminée



**RISQUES**

Lien de génération du rapport Géorisques

<https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/rapport?lon=2.4565440289535987&lat=48.93072934165204&isCadastre=true>

**VALEURS FONCIERES VENALES \***

**Dernière(s) vente(s) ayant eu lieu sur la parcelle :**

• **130000 €**

Date de la mutation : 2021-07-23

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 3939,39 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (33 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **140000 €**

Date de la mutation : 2021-01-12

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 2456,14 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (57 m<sup>2</sup> , 3 pièce(s) )

• **110000 €**

Date de la mutation : 2020-06-30

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 3333,33 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (33 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **115000 €**

Date de la mutation : 2018-06-28

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 3382,35 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (34 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **65000 €**

Date de la mutation : 2018-01-31

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 1857,14 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (35 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **146000 €**

Date de la mutation : 2015-06-09

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 1717,65 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (57 m<sup>2</sup> , 3 pièce(s) )

appartement (28 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **230000 €**

Date de la mutation : 2015-04-15

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 6764,71 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (34 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **104000 €**

Date de la mutation : 2014-05-16

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 3058,82 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (34 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **85000 €**

Date de la mutation : 2014-03-28

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 2575,76 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (33 m<sup>2</sup> , 2 pièce(s) )

• **62000 €**

Date de la mutation : 2014-02-04

Prix / m<sup>2</sup> estimé : 3263,16 € / m<sup>2</sup>

**Locaux**

appartement (19 m<sup>2</sup> , 1 pièce(s) )



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

Tél : 0809 400 190

(prix d'un appel local à partir d'un poste fixe)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr



N° de dossier

### Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du 22/02/2022  
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SERV DEPT DES IMPOTS FONCIERS DE SEINE-SAINT-DENIS

SF2200922269

#### DESIGNATION DES PROPRIETES

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 093				Commune : 029		DRANCY				
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
R	0088			1 RUE MAURICE BERNARD	0ha07a71ca					
R	0088	001	31	208/ 10000						
R	0088	001	125	1/ 10000						

#### OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30  
Page 1 sur 1

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS

NUMBER  
101134  
CONTINUED

Source: Direction Générale des Finances Publiques page: 1



## RENSEIGNEMENTS SUR LES CARRIERES - SOUS/SOL

ADRESSE : 1 rue Maurice Bernard, 8 place Joffre et 2 avenue Castelnau - 93 700 DRANCY

CADASTRE : section R n°88

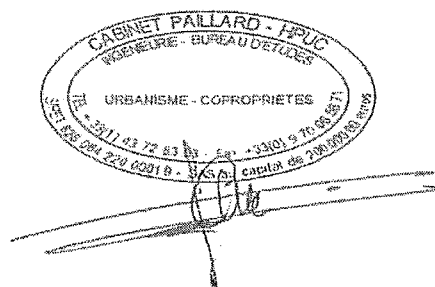
Dans l'état actuel des connaissances acquises par l'inspection générale des carrières et sous réserve de vérification par tous moyens appropriés, la situation de la propriété est la suivante :

**N'est pas connue comme étant affectée par des travaux souterrains abandonnés.**

Les renseignements ci-dessus sont donnés à titre indicatif. Il est rappelé que le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol (art. 552 du code Civil).

Ces informations ne sont pas suffisantes pour compléter l'état des risques naturels et technologiques en application des articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement.

Paris, le 23 février 2022





# MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier  
l'authenticité des données contenues  
dans ce document.

## ÉTAT DES RISQUES RÉGLEMENTÉS POUR L'INFORMATIONS DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr). Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

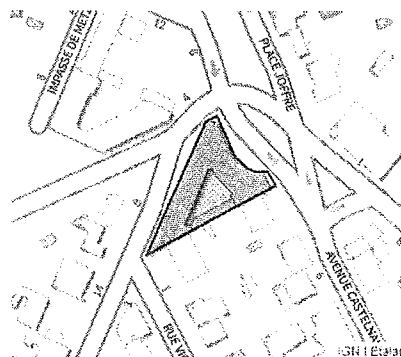
En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

### PARCELLE(S)

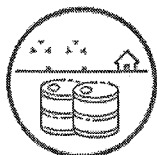
93700 DRANCY

Code parcelle :  
000-R-88



## INFORMATIONS

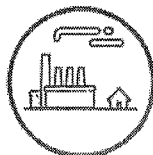
### POLLUTION DES SOLS



Votre parcelle ne figure pas dans l'inventaire :

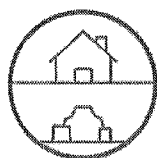
- des installations classées soumises à enregistrement ou à autorisation
- des secteurs d'information sur les sols

### RISQUES TECHNOLOGIQUES



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques technologiques.

### RISQUES MINIERS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques miniers.

### RISQUES NATURELS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques naturels.

### BRUIT



La parcelle n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.



## INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

### INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

**Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ?** ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

### SIGNATURES

Vendeur / Bailleur




Date et lieu

Acheteur / Locataire

## ANNEXE 1 : RISQUES NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

### ARGILE : 2/3

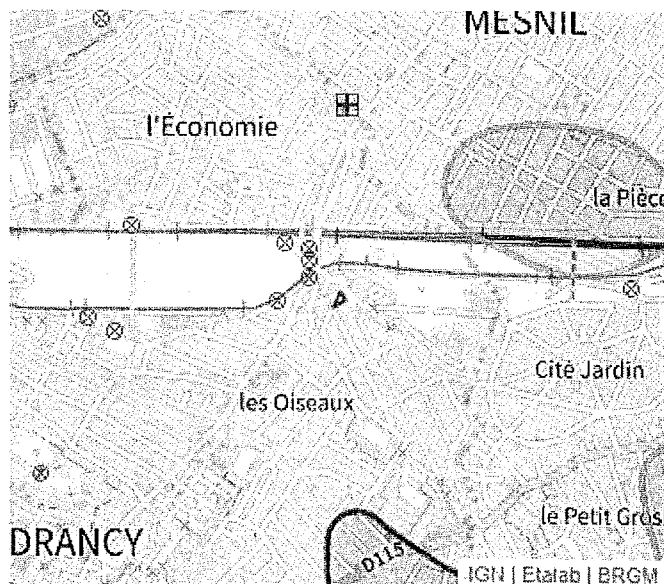


-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



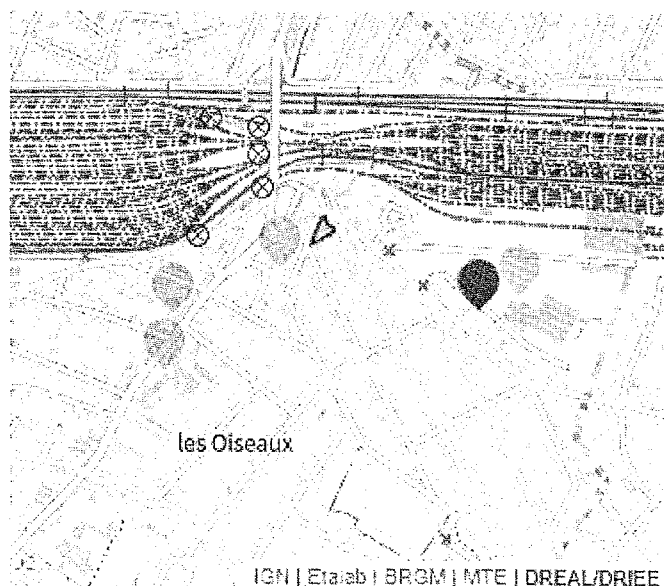
### POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 4 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



## ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 12

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 10

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECOA8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100649A	07/07/2001	07/07/2001	15/11/2001	01/12/2001
INTE1322057A	19/06/2013	19/06/2013	10/09/2013	13/09/2013
INTE9200533A	31/05/1992	01/06/1992	24/12/1992	16/01/1993
INTE9300513A	27/05/1993	27/05/1993	28/09/1993	10/10/1993
INTE9400502A	19/07/1994	19/07/1994	28/10/1994	20/11/1994
INTE9500587A	23/08/1995	23/08/1995	24/10/1995	31/10/1995
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
MDIE900018A	26/06/1990	27/06/1990	07/12/1990	19/12/1990
NOR19830803	24/06/1983	26/06/1983	03/08/1983	05/08/1983

Sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0100760A	01/06/1996	31/12/1997	27/12/2001	18/01/2002

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

## ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
CBMF	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408111">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408111</a>

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
SCOTTI (M. Jacques)	<a href="https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3891237">https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3891237</a>
GARAGE ANATOLE FRANCE	<a href="https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3892427">https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3892427</a>
COLLEGE ANATOLE FRANCE	<a href="https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3893586">https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3893586</a>
VALADIER (M.)	<a href="https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3891238">https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3891238</a>